QUÉBEC – Si elle est élue chef, Martine Ouellet proposera la tenue d'un troisième référendum sur la souveraineté dès le retour au pouvoir du Parti québécois.

La députée de Vachon, première parmi les aspirants à la succession de Pauline Marois à détenir son bulletin de candidature, fixe l'horizon référendaire au premier mandat d'un gouvernement du Parti québécois revenu au pouvoir en 2018.

À cet égard, Mme Ouellet se démarque de deux de ses adversaires éventuels, Jean-François Lisée et Bernard Drainville, qui suggèrent de repousser l'échéance référendaire à un deuxième mandat de gouvernement.

«Je pense qu'il est tout à fait possible de le faire dans le premier mandat», a déclaré Mme Ouellet en entrevue à La Presse Canadienne, mercredi.

«Une campagne fait toute la différence, a expliqué celle qui est identifiée au camp des 'pressés' au sein du PQ. Je suis allée en Écosse et ils (les souverainistes) sont passés d'un appui en bas de 30 pour cent pour atteindre 45 pour cent. Ils ont augmenté de 15 points de pourcentage pendant la campagne référendaire».

Mme Ouellet refuse pour l'instant de préciser son plan de match pour convaincre les Québécois d'emprunter la voie de la souveraineté après deux refus successifs et une débâcle électorale sans précédent du PQ en 2014. Elle promet de présenter à cet effet «une démarche claire et documentée».

Quoi qu'il en soit, la députée entend soulever des arguments d'ordre économique et social en appui à la souveraineté et compte insister sur le coût des dédoublements fiscaux attribuables au lien fédéral.

«Je suis convaincue que pour favoriser le développement économique du Québec, il nous faut l'indépendance. On envoie 50 milliards $ à Ottawa et ils font des choix qui sont souvent

contraires à nos intérêts économiques. (…) Au lieu de laisser Ottawa faire des choix à notre place, je crois qu'on a besoin de tous nos outils à Québec», a déclaré l'ex-ministre des Ressources naturelles.

«Il y a des souverainistes qui pensent qu'il faut régler à peu près tous les problèmes sociaux avant l'indépendance alors que moi, je pense qu'on a besoin de l'indépendance. Avec le Registre des armes à feu, la Loi sur les jeunes contrevenants, on voit très bien que le Québec et le Canada n'ont pas la même vision», a-t-elle ajouté.

Ingénieure mécanique de formation, détentrice d'une maîtrise en administration des affaires, Mme Ouellet souhaite se défaire de l'étiquette de «granola» anti-développement économique que ses adversaires politiques lui ont accolée. Elle ne veut pas être perçue exclusivement comme la candidate de la «gauche».

«Ce n'est pas une étiquette qui me représente, je suis très pragmatique, s'est-elle défendue. C'est peu connu mais j'ai fait toute ma carrière professionnelle dans le développement économique et industriel lourd, que ce soit pâtes et papiers, mines, métallurgie, toute l'industrie manufacturière, le secteur énergétique.»

Pour l'ex-ministre, l'avenir économique du Québec repose sur la conciliation entre le développement économique, le respect de l'environnement et le dialogue avec les communautés. Elle veut maintenir le cap sur cette orientation.

«Pour moi, des projets de gaz de schiste ou vouloir transformer le fleuve Saint-Laurent en autoroute d'exportation du pétrole des sables bitumineux n'ont aucun sens du point de vue économique. Le Québec se retrouve à n'avoir aucune retombée économique structurante mais assume tous les impacts environnementaux», a-t-elle soutenu.

En revanche, elle juge que le gouvernement a un rôle à jouer pour soutenir l'économie, notamment en favorisant la transformation des métaux ou des produits de la forêt.

Mme Ouellet a par ailleurs refusé de commenter la situation de Pierre Karl Péladeau, dont la

pré-campagne à la direction, jusqu'ici, a été marquée par la controverse. Elle n'a pas voulu emboîter le pas à son collègue Lisée qui a mis le feu aux poudres en invitant M. Péladeau à choisir entre son statut de magna des médias et celui de leader politique.

«Le débat est en cours mais comme je suis éventuellement candidate officielle dans la course à la chefferie du PQ, je crois que ce n'est pas mon rôle d'intervenir dans ce dossier-là», a-t-elle dit.

Mme Ouellet aura un horaire chargé dans les prochaines semaines. Pour que sa candidature soit valide, elle devra recueillir 2000 signatures de membres du PQ dans 50 circonscriptions, en plus d'amasser la somme de 20 000 $ d'ici la fin du mois de janvier.

Cet article PQ: Martine Ouellet va proposer un référendum dans un premier mandat est apparu en premier sur L'actualité
.

Consultez la source sur Lactualite.com: PQ Martine Ouellet va proposer un référendum dans un premier mandat